

pour, après rétablir le rapport de force en sa faveur. Ceci explique en grande partie le coup d'Etat en Grèce. (2)

La direction du Parti a reconnu (CC de juillet 68) que « le calcul gaulliste ... n'était pas faux ». En déduit-elle qu'elle s'est trompée ? NON ! Tout d'abord parce que le Parti a toujours une ligne juste, mais surtout parce que le choix était (Cf. CC de juillet 68) entre élection ou insurrection sanglante. Quand elle parle de passage pacifique, de voies françaises au socialisme, la direction du Parti ignore le rôle répressif de l'appareil d'Etat. Mais, dès qu'il s'agit de justifier la capitulation devant la bourgeoisie en affirmant que l'« insurrection » aurait conduit tout droit à l'écrasement sanglant de la classe ouvrière, ces forces de répression sortent de l'oubli. Donc il était juste d'aller aux élections ... Tout ou rien, insurrection armée immédiate ou élections, tel est le dilemme de nos dirigeants, ou plutôt celui dans lequel ils essaient d'enfermer les masses et les militants.

La petite scène suivante se déroule dans une entreprise de la banlieue parisienne : Le responsable CGT (membre du PC) : « Camarades, les gauchistes affirment que « tout est possible », que le Pouvoir est à prendre tout de suite, qu'il suffit pour cela d'armer les ouvriers. Camarades, êtes-vous prêts à prendre les armes tout de suite et à aller affronter l'armée ? ».

L'assemblée : (bruits divers, avec dominante de rires des militants locaux du PC)  
Le responsable CGT :

« Alors, camarades, jugez du sérieux des gauchistes et autres Barjonet qui prétendent que ceux en qui vous avez mis votre confiance, dans vos organisations, vous empêchent de prendre le pouvoir et que le but de votre grève n'est pas la satisfaction de vos revendications ! ».

L'assemblée : (rires bruyants ou hésitants, quelques sifflets puis, car le responsable ne manque pas de talent, rires nets).

Succès facile, peu de frais de mise en scène, pas de contradicteur possible à signaler sur le plan local, on y a veillé !

Le problème n'était pas de choisir entre l'aventure ultra-gauchiste et les élections comme le Parti veut le faire croire.

Nous essayerons de montrer en quoi, précisément, grève générale strictement économique ou grève générale politique et insurrectionnelle était et est, dans tous les cas un piège.

## de la grève ...au dilemme

« Les travailleurs dans leur masse étaient entrés dans la lutte avant tout pour de meilleures conditions de vie et de travail, et non pour imposer un pouvoir politique par la force insurrectionnelle » (W. Rochet, rapport au CC de juillet 68).

Le 21 mai pourtant, le BP avait une opinion sensiblement différente « Les grandes masses populaires, dont l'action est décisive, se sont engagées ni dans une entreprise de replâtrage du pouvoir personnel, ni dans une grève insurrectionnelle, mais dans un vaste mouvement tendant à l'élimination du gouvernement et du régime gaulliste, et à l'avènement, avec toutes les forces de gauche, d'un véritable régime républicain ouvrant la voie au socialisme ».

Se débarrasser du régime gaulliste n'était donc pas considéré à l'époque comme une utopie ou un rêve gauchiste. Il a même été question le 21 mai de créer des « comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique ». Peut-être est-ce l'échec, le lendemain, de la motion de censure déposée à l'assemblée nationale qui a découragé les masses et les a fait renoncer à se précipiter par milliers dans ces « comités » à but si louable ! Pendant que le BP suivait une ligne « visant à remplacer le pouvoir gaulliste par un gouvernement démocratique issu, non de la

subversion, mais de la volonté populaire clairement et démocratiquement affirmée »

(R. Andrieu « Les communistes et la Révolution ») : nos « alliés de gauche » s'affairaient dans les cercles politiques de la bourgeoisie. L'opération Mitterrand-Mendès se dessinait : la bourgeoisie cherchait une issue politique à la crise. La neutralité, sinon l'hostilité envers le régime était en mai la règle pour la presse bourgeoise. Même le Figaro abandonnait De Gaulle pour Pompidou ! Nos « alliés » étant plus préoccupés de se faire une place dans une combinaison gouvernementale de rechange que de discuter programme commun. De nombreux militants se posaient la question : pourquoi le Parti n'avance-t-il pas son propre programme, puisque le programme commun n'avance pas ? C'est alors qu'est apparu une évidence : le Parti n'avait pas de programme propre, à moins d'appeler « programme » sa volonté de s'en remettre au bon vouloir de politiciens « de gauche ». Mais que pouvait donc faire le Parti alors que, comme le remarque R. Andrieu dans son ouvrage, « les millions de travailleurs en grève étaient loin d'être tous acquis à l'idée d'une révolution » ?

Il n'y a là rien de surprenant et ce d'autant plus que le Parti a éduqué durant des années les plus conscients dans la perspective d'une conquête pacifique et parlementaire du pouvoir ! Le problème n'était-il pas justement de se saisir de la situation créée par la grève générale pour gagner les grévistes à l'idée d'une révolution ? Mais bien sûr, la direction du Parti joue avec des mots qu'elle vide de tout contenu. La révolution n'est plus un phénomène social historique mais quelque chose qui se décide un beau matin derrière un bureau ; l'insurrection n'est plus la phase finale d'un processus révolutionnaire ôtant tout pouvoir à la bourgeoisie, mais une sorte de « putsch » décidé par quelques-uns prêts à toutes aventures. Le Parti n'a pas de stratégie de conquête du pouvoir par la classe ouvrière, sa stratégie est celle de la pénétration progressive des instruments du pouvoir bourgeois par des représentants de la classe ouvrière et par des politiciens bourgeois soi-disant alliés à la classe ouvrière. Et cette stratégie qu'un « mouvement de masse d'une ampleur inégalée » devait rendre applicable a lamentablement échoué car ... la bourgeoisie a effrayé la masse avec les provocations gauchistes ! C'est mince comme justification de l'échec d'une ligne politique : Et la logique infernale : mouvement des masses, provocations, chantage à la guerre civile, peur qui s'empare des masses, échec aux élections, ne semble pas empêcher les dirigeants du Parti de se cramponner à leur « ligne ».

En Mai une grande partie de la classe souhaitait s'attaquer aux fondements même du régime, mais « spontanément » elle n'avait aucune idée de ce qu'il fallait faire pour abattre ce régime. Occupations d'usines et manifestations montraient que le cadre habituel des luttes quotidiennes pour des revendications économiques était largement débordé. Le rôle du Parti aurait dû être d'éduquer les masses au travers de l'expérience brûlante de ces journées de lutte, de les rendre de plus en plus conscientes de leur propre force, d'organiser le pouvoir qu'elles détenaient de fait dans les usines et dans la rue. Mais dès que le cadre habituel des luttes quotidiennes est débordé, les dirigeants du Parti sont dépassés.

En période « normale » les grèves, dans un secteur d'activité donné, sont des grèves revendicatives, c'est-à-dire un moyen de pression des travailleurs sur le marché de la force de travail. L'Etat n'apparaît pas alors aux travailleurs dans sa véritable nature de classe. Il apparaît sous un aspect gestionnaire et administratif en quelque sorte comme régulateur des rapports entre classes antagonistes ; les syndicats des travailleurs négocient avec le patronat et l'Etat « arbitre ».

Mais lorsque la grève se généralise à tous les secteurs d'activité, c'est tout le fonctionnement « normal » de la société qui est en cause, implicitement l'existence même d'un marché du travail est remise en cause, et par là la société capitaliste. On voit alors l'Etat mobiliser toutes ses forces pour la protection du système ; laissant tomber son masque d'arbitre, il apparaît à des millions de travailleurs comme la superorganisation du patronat face à laquelle la classe ouvrière doit s'organiser pour accomplir les multiples tâches que la situation impose : protéger l'usine occupée contre les tentatives d'intervention policière, organiser les services de sécurité, la répartition des secours aux familles de grévistes, la communication avec les grévistes des autres entreprises, la discussion sur l'évolution de la situation etc ... Les formes d'organisation qui en temps « normal » suffisent à organiser la lutte, en ne regroupant qu'une minorité de travailleurs, ne peuvent convenir pour organiser des millions de travailleurs confrontés à des tâches nouvelles. Il ne s'agit pas là d'un

(2) Ceci est vrai, y compris pour le Chili. En ce qui concerne l'avenir du président Allende, nous avons l'audace de faire comme prévision l'alternative suivante :

— Il n'appliquera pas son programme  
— Il sera balayé par un coup d'Etat réactionnaire, dès que la mobilisation et l'enthousiasme populaire aura baissé.

Nous n'excluons évidemment aucune variante qui serait une combinaison des deux hypothèses précédentes.